

RÈGLEMENT L-12278

CODIFICATION ADMINISTRATIVE

PROVINCE DE QUÉBEC
VILLE DE LAVAL

RÈGLEMENT NUMÉRO L-12278

Concernant l'organisation administrative de la Ville de Laval et remplaçant le règlement L-10829 et ses amendements concernant la création des différents services de la Ville et établissant le champ de leurs activités

SÉANCE du Conseil de la Ville de Laval, tenue le à heures, au lieu ordinaire des séances dudit Conseil, conformément aux dispositions de la Loi et à laquelle séance étaient présents Monsieur Marc Demers, maire et président du Comité exécutif et les conseillers:

formant des membres du Conseil, sous la présidence de M, président du Conseil;

ATTENDU que le Conseil municipal a adopté le règlement L-10829 concernant la création des différents services et bureaux de la Ville et établissant le champ de leurs activités;

ATTENDU que le remplacement du règlement L-10829 est rendue nécessaire en raison d'une réorganisation administrative;

ATTENDU qu'avis de motion a été régulièrement donné en vue de l'adoption du présent règlement;

SUR rapport du Comité exécutif, il est,

PROPOSÉ PAR:

APPUYÉ PAR:

ET RÉSOLU:

RÈGLEMENT NUMÉRO L-12278

QU'IL SOIT STATUÉ ET ORDONNÉ par règlement du Conseil de la Ville de Laval et il est, par le présent règlement, statué et ordonné ce qui suit:

ARTICLE 1- OBJET

Sont établis la direction générale, ainsi que les services et bureaux suivants :

a) Services

- Service des achats et de la gestion contractuelle.
- Service des affaires juridiques;
- Service des communications et du marketing;
- Service de l'environnement;
- Service de l'évaluation;
- Service des finances;
- Service du greffe;
- Service de l'ingénierie;
- Service de police;
- Service des ressources humaines;
- Service de sécurité incendie;
- Service des systèmes et des technologies;
- Service des travaux publics;
- Service de l'urbanisme;
- Service de la vie communautaire et de la culture.

b) Bureaux :

- Bureau des grands projets;
- Bureau des juges;
- Bureau de l'ombudsman;
- Bureau du régime de rentes;
- Bureau du vérificateur général.

ARTICLE 2- RESPONSABILITÉS DE LA DIRECTION GÉNÉRALE

Le directeur général est responsable des activités suivantes :

- a) administrer les affaires de la Ville, incluant les questions d'intégrité et d'éthique;
- b) l'administration et la régie interne de la direction générale;
- c) diriger, coordonner et superviser les services et bureaux suivants de la Ville, sous réserve du paragraphe 4.2 de l'article 4 :

- Service des affaires juridiques;
- Service des communications et du marketing;
- Service du greffe;
- Service de police;
- Service des ressources humaines;
- Service de sécurité incendie;
- Bureau des juges;
- Bureau des grands projets.

La Direction générale comprend également les directions générales adjointes suivantes :

- d) La Direction générale adjointe au développement économique dont le rôle est d'élaborer la politique de la Ville en matière de développement économique, de favoriser le développement de la Ville, en partenariat avec le milieu, dans les domaines de l'habitation, du commerce, de l'industrie et des événements spéciaux, de concevoir et d'administrer des programmes d'aide et des services de conseil au développement économique, de promouvoir la Ville comme milieu d'affaires afin de susciter de nouveaux investissements et la venue de nouvelles entreprises.
- e) La Direction générale adjointe au développement durable dont le rôle est de diriger, coordonner et superviser les services suivants :
- Service de l'environnement;
 - Service de l'ingénierie;
 - Service de l'urbanisme.
- f) La Direction générale adjointe à l'administration dont le rôle est de diriger, coordonner et superviser les services et bureaux suivants :
- Service des achats et de la gestion contractuelle;
 - Service de l'évaluation;
 - Service des finances;
 - Service des systèmes et des technologies;
 - Bureau du régime de rentes.
- g) La Direction générale adjointe aux services de proximité dont le rôle est de diriger, coordonner et superviser les services suivants :
- Service de la vie communautaire et de la culture;
 - Service des travaux publics.

ARTICLE 3- RESPONSABILITÉS DES SERVICES

Les services exercent les responsabilités suivantes :

3.1 LE SERVICE DES ACHATS ET DE LA GESTION CONTRACTUELLE

Le Directeur de ce service et son adjoint, s'il est nommé, sont responsables des activités suivantes :

- a) assumer la responsabilité de la gestion des contrats d'achat, d'entreprises, de services et de location de biens autres qu'immobiliers;
- b) assumer la responsabilité de la gestion des magasins, de la récupération et de la fourrière;
- c) appliquer la politique d'approvisionnement et la politique de gestion contractuelle de la Ville.

3.2 LE SERVICE DES AFFAIRES JURIDIQUES

Le Directeur de ce service et son adjoint, s'il est nommé, sont responsables des activités suivantes:

- a) fournir à la Ville le conseil et le soutien juridiques nécessaires à ses activités;
- b) représenter les intérêts de la Ville devant toute instance judiciaire ou administrative;

- c) gérer les mandats juridiques confiés par la Ville à des firmes externes, sauf en regard des mandats juridiques pour services liés aux relations de travail;
- d) gérer les réclamations de toute nature adressées à la Ville, administrer le portefeuille d'assurances ainsi que de tout fonds de réserve créé aux fins de financer tout programme d'auto-assurance;
- e) établir et soutenir le Secrétariat de la gouvernance;

Le Secrétariat de la gouvernance assure le suivi de la gouvernance auprès des organismes visés ainsi que l'articulation, l'application et le suivi de la politique cadre de gouvernance et d'imputabilité de la Ville qui leur est applicable, met en œuvre des pratiques de gouvernance et assiste toute commission permanente de la gouvernance nommée par le Conseil municipal.

Au sens de cet article, on entend par « organisme visé » toute personne morale visée au paragraphe 2° de l'article 107.7 ou au premier alinéa de l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ., c. C-19) ou un organisme à but non lucratif visé au paragraphe 2.1° du premier alinéa de l'article 573.3 de ladite loi ainsi que toute personne morale de droit privé qui reçoit ou utilise, à quelque titre que ce soit, des fonds publics de la Ville en biens ou en valeur;

- f) administrer la Cour municipale et son greffe, à l'exception des juges et de leur personnel de soutien.

3.3 LE SERVICE DES COMMUNICATIONS ET DU MARKETING

Le Directeur de ce service et son adjoint, s'il est nommé, sont responsables :

- a) d'assurer le positionnement stratégique et la gestion de l'image de la Ville;
- b) de faire la promotion des services de la Ville;
- c) d'assurer les relations avec les médias;
- d) d'alimenter les réseaux sociaux;
- e) de planifier et de diffuser les communications internes (services) et externes en collaboration avec les services concernés;
- f) recevoir des demandes de renseignements et les plaintes des citoyens et obtenir l'information nécessaire afin d'y répondre, assurer les services de consultation de la Ville auprès des citoyens, établir et maintenir des relations suivies avec les organismes œuvrant dans le milieu municipal.

3.4 LE SERVICE DE L'ENVIRONNEMENT

Le Directeur de ce service et son adjoint, s'il est nommé, sont responsables des activités suivantes :

- a) la salubrité publique et la qualité de l'environnement, soit la qualité de l'eau, du sol et de l'air sur le territoire de Ville de Laval;
- b) sans restreindre la généralité de ce qui précède, la production et le contrôle de la qualité de l'eau potable, l'exploitation des usines d'épuration, des usines de filtration, la gestion des déchets solides et des déchets dangereux et le contrôle du bruit.

3.5 LE SERVICE DE L'ÉVALUATION

Le Directeur de ce service est aussi l'Évaluateur de la Ville.

Le Directeur de ce service et son adjoint, s'il est nommé, ont les devoirs et les pouvoirs mentionnés à la *Loi sur la fiscalité municipale* (RLRQ, c. F-2.1). Ils sont responsables également des rapports spéciaux et des certificats d'évaluation, notamment en matière d'acquisition de gré à gré ou par voie d'expropriation. Le Directeur est notamment dépositaires des documents rassemblés ou préparés pour la confection du rôle d'évaluation foncière ou locative.

3.6 LE SERVICE DES FINANCES

Le Directeur de ce service est aussi trésorier de la Ville. Le Directeur et son adjoint, s'il est nommé, ont les pouvoirs et les devoirs que la loi confère au trésorier et à l'assistant trésorier.

Le Directeur de ce service et son adjoint, s'il est nommé, sont également responsables d'assister le Directeur général dans la préparation et le suivi du budget.

3.7 LE SERVICE DU GREFFE

Le Directeur de ce service est aussi le Greffier de la Ville, et son adjoint, s'il est nommé, est l'assistant greffier ou le greffier adjoint de la Ville. Le Directeur de ce service et son adjoint ont les pouvoirs et les devoirs que la loi détermine.

Le directeur de ce service et son adjoint, s'il est nommé, sont également responsables de l'ouverture des soumissions publiques.

3.8 LE SERVICE DE L'INGÉNIERIE

Le Directeur de ce service ou son adjoint, s'il est nommé, sont responsables des activités suivantes :

- a) la planification, la conception et l'exécution des projets municipaux, et plus particulièrement dans les domaines suivants : édifices et places publiques, utilités publiques, réseaux routiers, circulation et transport, ponts et chaussées et travaux d'infrastructures municipales;
- b) de façon générale, être les mandataires de la Ville auprès des consultants et des entrepreneurs avec lesquels la Ville passe des contrats pour l'exécution de tout ouvrage municipal décrété par la Ville.

3.9 LE SERVICE DE POLICE

Le Directeur de ce service et son adjoint, s'il est nommé, sont responsables :

- a) de la protection de la personne et de la propriété ainsi que de la moralité dans la Ville, de la circulation dans la Ville et, de façon générale, des pouvoirs et devoirs que la loi détermine en matière policière, notamment en matière d'entraînement, d'opérations et d'enquêtes;
- b) du système de priorisation d'urgence (911);
- c) de la division urgence sociale ainsi que du bureau des mesures d'urgence et de la sécurité civile.

d) du Bureau d'intégrité et d'éthique :

Le Bureau d'intégrité et d'éthique assiste le Directeur général en ce qui concerne les questions d'intégrité et d'éthique. À cet effet, il assure la protection de l'intégrité et la promotion de l'éthique et des valeurs municipales, soutient l'ensemble des intervenants municipaux, assure la prévention des situations à risque, réelles ou potentielles, fait échec à la collusion, la malversation ou l'usage inapproprié des fonds publics, fait respecter les valeurs de l'organisation et des gens qui la composent et effectue les enquêtes administratives liées à l'intégrité et à l'éthique.

3.10 LE SERVICE DES RESSOURCES HUMAINES

Le Directeur de ce service est membre de droit de l'office du personnel de la Ville et est le chef du service du personnel au sens de la loi. Le Directeur de ce service et son adjoint, s'il est nommé, sont responsables des activités suivantes :

- a) la classification des fonctions ainsi que les échelles de salaires s'y rapportant;
- b) la gestion des ressources humaines, notamment du recrutement, des mouvements de personnel, des pensions, des assurances collectives, de l'organisation et des méthodes de travail;
- c) des activités de formation du personnel;
- d) la gestion des relations de travail et de la santé et sécurité au travail et le développement organisationnel.

3.11 LE SERVICE DE SÉCURITÉ INCENDIE

Le Directeur de ce service et son adjoint, s'il est nommé, sont responsables :

- a) de la lutte contre les incendies ainsi que du sauvetage lors de ces événements;
- b) de la lutte contre les sinistres, du secours aux victimes d'accident, du secours des personnes sinistrées et de leur évacuation d'urgence;
- c) de l'évaluation des risques d'incendie, d'accident ou de sinistre, de la prévention de ces événements, de l'organisation des secours ainsi que de la recherche du point d'origine, des causes probables et des circonstances d'un incendie.

3.12 LE SERVICE DES SYSTÈMES ET DES TECHNOLOGIES

Le Directeur de ce service et son adjoint, s'il est nommé, sont responsables des activités suivantes :

- a) proposer, organiser et réaliser les projets municipaux reliés aux systèmes d'information ainsi qu'aux véhicules technologiques qui les supportent;
- b) assumer la gestion, l'entretien et la réparation du parc technologique.

3.13 LE SERVICE DES TRAVAUX PUBLICS

Le Directeur de ce service et son adjoint, s'il est nommé, sont responsables des activités suivantes :

- a) la gestion et l'entretien de la voie publique, des réseaux d'égout et d'aqueduc, de l'éclairage et de la signalisation, des parcs, des berges, des terrains de jeux et des espaces verts;

b) la planification, la conception et l'exécution de projets municipaux;

RÈGLEMENT NUMÉRO L-12278

- c) les responsables de ce service ont également compétence en matière de stationnement des véhicules automobiles et leurs déplacements à l'occasion des opérations de déblaiement et d'enlèvement de la neige, malgré la compétence attribuée au Service de police;
- d) la gestion, l'entretien et la réparation des véhicules et de l'équipement, ce qui inclut l'outillage et la machinerie;
- e) la gestion, l'entretien et la réparation des bâtiments.

3.14 LE SERVICE DE L'URBANISME

Le Directeur de ce service et son adjoint, s'il est nommé, sont responsables des activités suivantes :

- a) la réglementation en matière d'urbanisme, l'aménagement et le réaménagement urbains ainsi que la confection et la mise à jour du schéma d'aménagement;
- b) assumer la responsabilité de l'application de l'ensemble de la réglementation d'urbanisme et de l'émission de permis, notamment de construction et d'aménagement;
- c) assumer la responsabilité d'appliquer le règlement L-11015 remplaçant le règlement L-548 et ses amendements concernant la sécurité, le bien-être et la salubrité dans les établissements sociaux.

3.15 LE SERVICE DE LA VIE COMMUNAUTAIRE ET DE LA CULTURE

Le Directeur de ce service et son adjoint, s'il est nommé, sont responsables des activités suivantes :

- a) assumer la responsabilité des arts visant à favoriser le perfectionnement d'artistes lavallois et à développer le rayonnement de Laval dans tous les domaines, notamment dans le domaine des arts visuels et des arts de création et d'interprétation;
- b) assumer la responsabilité du réseau des bibliothèques municipales;
- c) assumer la responsabilité des activités régionales et de secteurs, incluant les régies pour activités sportives, activités de plein air et activités communautaires;
- d) soutenir les organismes communautaires et de loisirs et les aider à se structurer et à réaliser des plans d'action et de services communautaires et récréatifs;
- e) assumer la responsabilité de la vie communautaire, notamment des programmes d'accueil des nouveaux arrivants, des projets de prise en charge par les citoyens, des projets favorisant la vie de quartier, le regroupement communautaire ainsi que l'aide à la personne et le soutien à la communauté;
- f) assumer la planification et l'animation des parcs, bâtiments et équipements sportifs et de loisirs et assurer la responsabilité des événements spéciaux, des bureaux municipaux de loisirs et de la vie communautaire et du Centre de la nature;

RÈGLEMENT NUMÉRO L-12278

ARTICLE 4- RESPONSABILITÉS DES BUREAUX

Les bureaux de la Ville exercent les responsabilités suivantes :

4.1 BUREAU DES GRANDS PROJETS

Le directeur de ce bureau et son adjoint, s'il est nommé, sont responsables des activités suivantes :

- a) effectuer la planification, la coordination, le contrôle et le suivi de la réalisation des grands projets de développement, ainsi que le renouvellement ou la réfection des infrastructures majeures;
- b) participer à l'amélioration des différents processus de gestion de projets.

4.2 BUREAU DES JUGES

Le Juge-président et les Juges de la Cour municipale de Laval ont les pouvoirs et les devoirs que la loi détermine.

À des fins administratives, le Bureau des juges est considéré comme un service.

4.3 BUREAU DE L'OMBUDSMAN

Le Bureau de l'ombudsman a les droits, pouvoirs et obligations déterminés par la résolution du Conseil municipal adoptée conformément à l'article 573.15 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ., c. C-19).

À des fins administratives, le Bureau de l'ombudsman est considéré comme un service et l'ombudsman prend rang parmi les directeurs de services de la Ville.

4.4 BUREAU DU RÉGIME DE RENTES

Le Directeur de ce bureau a les pouvoirs et les devoirs que le règlement municipal sur le régime de rentes et la loi déterminent.

4.5 BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

Le Directeur de ce bureau est le vérificateur général de la Ville. Le Directeur de ce bureau a les pouvoirs et les devoirs que la loi détermine.

À des fins administratives, le Bureau du vérificateur général est considéré comme un service et le vérificateur général de la Ville prend rang parmi les directeurs de services de la Ville.

ARTICLE 5- Sur recommandation du Comité exécutif et du Directeur général, le Conseil peut nommer un ou plusieurs directeurs délégués

ARTICLE 6- Le Comité exécutif peut nommer, sur recommandation du Directeur général, des assistants directeurs pour les services et bureaux de la Ville, à l'exception du Bureau des juges.

ARTICLE 7- Le présent règlement constitue, sauf en ce qui concerne les nouvelles dispositions, un règlement ayant le caractère de refonte.

ARTICLE 8- Dans les règlements ainsi que dans leur texte d'application, tout renvoi à une disposition du règlement L-10829 ou à un de ses amendements est un renvoi à la disposition correspondante du présent règlement, notamment toute référence à un directeur, un adjoint, un assistant ou leurs représentants d'un ancien service existant

RÈGLEMENT NUMÉRO L-12278

avant les modifications prévues au présent règlement est réputée constituer une référence au directeur, adjoint, assistant ou représentants du nouveau service correspondant créé par le présent règlement.

- ARTICLE 9-** Le directeur général répond de l'administration de son service en premier lieu au Comité exécutif et en dernier ressort au Conseil municipal.
- ARTICLE 10-** Les directeurs des services répondent de l'administration de leur service en premier lieu au Directeur général et en dernier ressort au Comité exécutif.
- ARTICLE 11-** Les directeurs des bureaux répondent de l'administration de leur bureau en premier lieu au Directeur général et en dernier ressort au Comité exécutif.
- ARTICLE 12-** Rien dans le présent règlement ne doit être interprété comme modifiant ou restreignant les pouvoirs et devoirs attribués à certains fonctionnaires par la loi.
- ARTICLE 13-** Le présent règlement remplace le règlement L-10829 et ses règlements modificateurs qui sont par les présentes abrogés.
- ARTICLE 14-** Le présent règlement entre en vigueur conformément à la loi.

ADOPTÉ

(signé) Marc Demers, maire et président du Comité exécutif

(signé) , président du Conseil

(signé) Me Chantal Sainte-Marie, greffière ou
Me Yvan Laberge, greffier adjoint

Marc Demers, maire et président du Comité exécutif

, président du Conseil

Me Chantal Sainte-Marie, greffière ou
Me Yvan Laberge, greffier adjoint

PROJET: 2015-04-15